

## Extention du Mini Protocole de collaboration entre les services d'Inspection Sociale et l'AGISI

Extention par ajout d'un volet « **Collaboration sur le plan informatique** » faisant suite au point d'action « 'Echange de données et la collaboration intra et interdépartementale » du plan d'action du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale (annexe II).

Services concernés:

- L'inspection sociale - SPF Sécurité sociale
- Le contrôle des lois sociales - SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
- L'inspection de l'ONSS
- L'inspection de l'ONEm

et

- L'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts (SPF Finances),

Extention par ajout d'un volet « **Echange spécifique des informations relatives à l'occupation transfrontalière** » (annexe III).

Services concernés:

- Le Service d'information et de recherche sociale (SIRS)

et

- L'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts (SPF Finances),

Signé à Bruxelles le 27.3.2014

## MINI-PROTOCOLE AGISI – ONEm/CLS/ONSS/IS/SIRS - ADDENDUM

Faisant suite au 7<sup>ème</sup> chantier du plan d'action 2012-2013 du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale, à savoir l'échange de données et la collaboration intra et interdépartementale, les services d'inspection sociale concernés et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts ont convenu d'accroître leur collaboration, telle que dans le Mini-Protocole du 15 décembre 2006, au travers d'un volet « collaboration sur le plan informatique » (annexe II).

Les services d'inspection sociale concernés sont :

- L'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale), représentée par son Directeur général, Monsieur Jean-Claude Heirman;
- Le Contrôle des lois sociales (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale), représenté par son Directeur général, Monsieur Michel Aseglio;
- L'inspection de l'ONSS, représenté par son Directeur général, Monsieur Karel Deridder;
- L'inspection de l'ONEm, représenté par son Administrateur général, Monsieur Georges Carlens.

L'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts (SPF Finances), d'autre part, représentée par son Administrateur général, Monsieur Frank Philipsen.

Le Service d'information et de recherche sociale (SIRS) et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts (AGISI) y ajoutent, en outre, un volet « échange spécifique de l'information en ce qui concerne l'occupation transfrontalière » (annexe III).

Ces extensions du Mini-Protocole entrent directement en vigueur.

## **Annexe II : Collaboration sur le plan informatique**

Le principe est que les services concernés ont la possibilité d'obtenir pour leurs enquêtes sur le plan informatique l'assistance d'une cellule informatique AGISI. Cette annexe règle les conditions, les modalités relatives à l'échange de données digitales ainsi que les accords en ce qui concerne l'archivage.

### **Conditions :**

Les compétences d'enquête de l'AGISI et donc également celles des cellules informatiques de l'AGISI sont orientées résultats et ne peuvent en conséquence n'être utilisées que dans le cadre de leur mission. Pour qu'il puisse être fait appel à l'assistance d'une cellule informatique AGISI, il est requis qu'une enquête soit effectuée par l'AGISI.

Une concertation doit avoir lieu entre les deux SPOC respectifs. Lorsqu'il est décidé de faire appel à une cellule informatique de l'AGISI, il appartient au SPOC AGISI de demander au Directeur régional concerné de l'inscrire dans le programme de travail. Il est nécessaire que l'enquête s'inscrive dans le cadre de la saisine de ISI.

### **Modalités :**

Les SPOC de l'AGISI et du SIRS veillent à ce que les services d'inspection sociale soient impliqués dans les réunions préparatoires avec la cellule informatique de l'AGISI. La stratégie est déterminée conjointement et chacun spécifie explicitement ses points d'attention. La cellule AGISI effectue sa mission de manière autonome.

Une copie de l'ensemble ou d'une partie des données informatiques réunies est transmise sur les supports d'information mis à disposition par les services d'inspection sociale. Il en est dressé un procès-verbal, avec une description des données et une référence aux procès-verbaux d'origine qui sont joints en annexe.

En règle générale, les données sont transmises sous une forme qui n'entraîne aucune charge supplémentaire pour la cellule informatique de l'AGISI. Les exportations sélectives des informations ou la communication des données sous une autre forme ne peuvent avoir lieu qu'en concertation avec la cellule informatique AGISI.

### **Archivage :**

Les services d'inspection sociale sont responsables de l'archivage des données reçues, à moins qu'il en ait été expressément convenu autrement.

### Annexe III: Echange spécifique des informations relatives à l'occupation transfrontalière

Dans la plupart des conventions fiscales, il est précisé que c'est l'État dans lequel s'exerce l'activité du travailleur qui a le droit de prélever l'impôt sur la rémunération obtenue par le travailleur à cet endroit. L'État de résidence reste cependant compétent en ce qui concerne le prélèvement lorsque, au cours d'une période déterminée, le travailleur ne réside pas plus de **183 jours** dans l'État où s'exerce l'activité.

En revanche, en application du Règlement européen n° 883/2004, l'assujettissement d'un travailleur à la sécurité sociale du pays d'origine peut être maintenu pendant la durée du détachement en Belgique et ce, durant une période maximale de **24 mois**.

Afin de découvrir les mécanismes de fraude qui notamment abusent de la différence précitée en matière de délais fiscaux et sociaux, et d'assurer en conséquence que les travailleurs et employeurs étrangers soient si nécessaire assujettis correctement à l'impôt belge et à la sécurité sociale belge, une collaboration a été mise en place entre le SIRS (à savoir le bureau fédéral d'orientation) et l'AGISI (à savoir le service I de l'Administration centrale de l'AGISI). À cet effet, le SIRS doit étroitement collaborer avec les services d'inspection sociale concernés par cet accord.

Présentement, en vue d'identifier des éventuels systèmes de fraude et de percevoir de manière correcte l'impôt et la sécurité sociale, une information sous-jacente (typologie, adresses, profils, indicateurs, ...) que sont capables d'établir l'AGISI et les services d'inspection sociale, sera échangée spontanément.

- Le SIRS et les services d'inspection sociale concernés par cet accord transmettront l'information susceptible de révéler l'existence d'une fraude éventuelle en matière d'imposition relative à cette occupation transfrontalière, afin que l'AGISI puisse ouvrir une enquête.

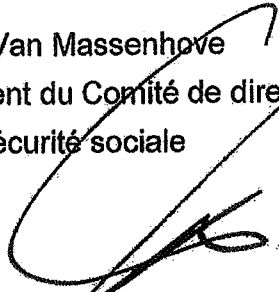
Cette information est centralisée par l'AGISI de manière à pouvoir donner un aperçu national des informations par travailleur étranger.

- Dans les enquêtes relatives à l'imposition des activités transfrontalières, l'AGISI prendra en compte l'impact possible que cela pourrait avoir en ce qui concerne l'assujettissement à la sécurité sociale belge. Les éléments concernant les sièges sociaux fictifs que l'AGISI vérifie dans le projet « datamining – extranéités » constituent une indication importante à ce sujet.

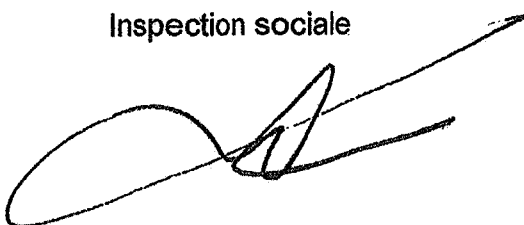
Cette information est rassemblée au sein du SIRS de manière à permettre un aperçu national. Le SIRS communique l'information obtenue au service d'inspection compétent lorsque cela fait partie d'une enquête en cours ou à la demande de ce service.

Le SIRS transmet, en tout état de cause, de manière systématique et directement, cette information à l'Office national de sécurité sociale (ONSS) pour que ce dernier puisse, dans le cadre de sa politique de recouvrement et compte tenu des éléments correspondant au profil à risque, entamer, le cas échéant, le plus rapidement possible les démarches nécessaires en vue d'interrompre la prescription, que ce soit au niveau de la déclaration ou au niveau du recouvrement des cotisations dues. Ceci doit également permettre d'entamer en temps voulu des procédures judiciaires nécessaires et d'exécuter de manière efficace les missions qui incombent à l'ONSS.

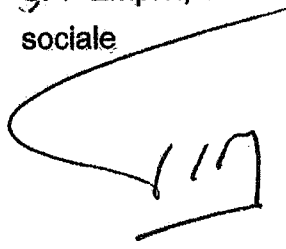
Frank Van Massenhove  
Président du Comité de direction  
SPF Sécurité sociale



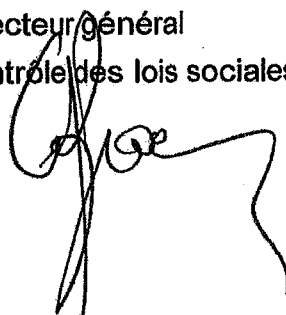
Jean-Claude Heirman  
Directeur général  
Inspection sociale



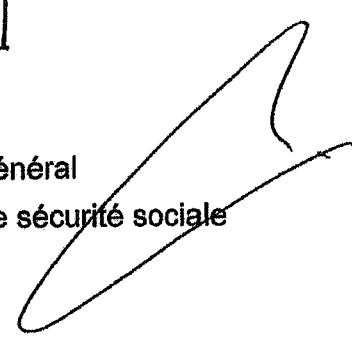
Pierre-Paul Maeter  
Président du Comité de direction  
SPF Emploi, Travail et Concertation  
sociale



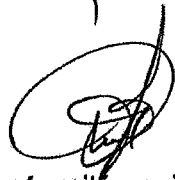
Michel Aseglio  
Directeur général  
Contrôle des lois sociales



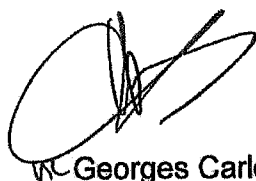
Koen Snyders  
Administrateur général  
Office national de sécurité sociale



Karel Deridder  
Directeur général  
Office national de sécurité sociale

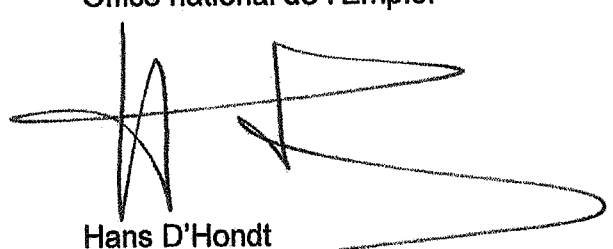


Georges Carlens  
Administrateur général  
Office national de l'Emploi



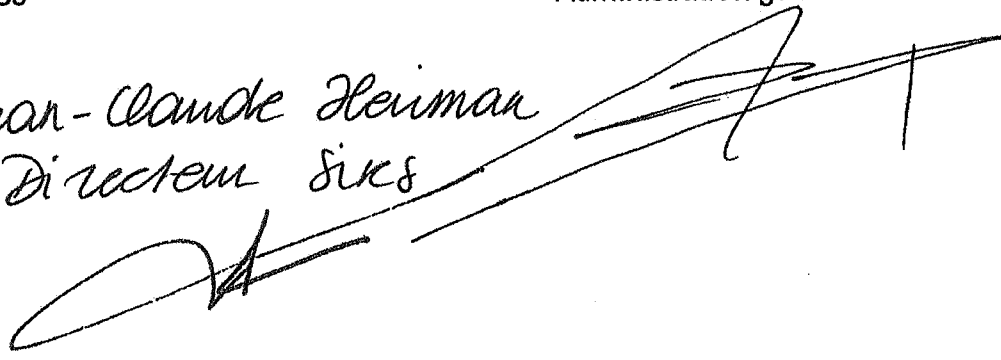
~~Jean-Claude Heirman~~  
~~Directeur~~  
~~SIRS~~  
Wouter LANGERAERT  
Directeur  
RVA - ONEM

Hans D'Hondt  
Président du Comité de direction  
SPF Finances



Frank Philipsen  
Administrateur général  
Administration générale de l'ISI

Jean-Claude Heirman  
Directeur SIRS



## Uitbreiding van het Mini-Protocol van samenwerking tussen de Sociale Inspectiediensten en de AABBI

Uitbreiding met een luik 'Samenwerking op informaticavlak', in aansluiting op het actiepunt "Intra- en interdepartementale gegevensuitwisseling en samenwerking" van het Actieplan van het College voor de Strijd tegen de Fiscale en Sociale Fraude (bijlage II).

Betrokken diensten:

- Sociale Inspectie - FOD Sociale Zekerheid
- Toezicht Sociale Wetten - FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
- De inspectiedienst van de RSZ
- De inspectiedienst van de RVA

en de

- Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie – FOD FINANCIEN

Uitbreiding met een luik 'Specifieke uitwisseling van informatie betreffende grensoverschrijdende tewerkstelling' (bijlage III).

Betrokken diensten:

- De Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD)

en de

- Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie – FOD FINANCIEN

Ondertekend te Brussel op 27.3.2014

## MINI-PROTOCOL AABBI – RVA/TSW/RSZ/SI/SIOD - ADDENDUM

Aansluitend op de 7de werf van het actieplan 2012-2013 van het College voor de Strijd tegen de Fiscale en Sociale Fraude, met name de Intra- en interdepartementale gegevensuitwisseling en samenwerking, zijn de betrokken Sociale Inspectiediensten en de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie overeengekomen om hun samenwerking zoals vastgelegd in het Mini-Protocol dd. 15 december 2006 uit te breiden met een luik 'samenwerking op informaticavlak' (bijlage II).

De betrokken Sociale Inspectiediensten zijn:

- Sociale Inspectie (FOD Sociale Zekerheid), vertegenwoordigd door haar Directeur-generaal, dhr Jean-Claude Heirman;
- Toezicht Sociale Wetten (FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg), vertegenwoordigd door haar Directeur-generaal, dhr Michel Aseglio;
- De inspectiedienst van de RSZ, vertegenwoordigd door haar Directeur-generaal, dhr Karel Deridder;
- De inspectiedienst van de RVA, vertegenwoordigd door haar Administrateur-generaal, dhr Georges Carlens.

De Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie (FOD Financiën), anderzijds, wordt vertegenwoordigd door haar Administrateur-generaal, dhr Frank Philipsen.

De Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD) en de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie (AABBI) voegen daar bovendien een luik 'specifieke uitwisseling van informatie betreffende grensoverschrijdende tewerkstelling' aan toe (bijlage III).

Deze uitbreidingen van het Mini-Protocol treden onmiddellijk in werking.

## **Bijlage II: Samenwerking op het vlak van informatica**

Het uitgangspunt is dat de betrokken diensten voor hun onderzoeken op vlak van informatica kunnen worden bijgestaan door een AABBI-informaticacel. Deze bijlage regelt de voorwaarden, de modaliteiten voor de uitwisseling van digitale gegevens en de afspraken inzake archivering.

### **Voorwaarden:**

De onderzoeksbevoegdheden van de AABBI en dus ook van de AABBI informaticacellen zijn doelgebonden onderzoeksbevoegdheden en kunnen bijgevolg alleen worden aangewend in het kader van hun opdracht. Opdat een beroep kan worden gedaan op de bijstand van een AABBI-informaticacel is aldus vereist dat er door de AABBI een onderzoek wordt gevoerd.

Overleg dient te gebeuren tussen beide respectievelijke SPOC's. Wanneer beslist wordt dat een beroep zal worden gedaan op een AABBI Informaticacel, dient de AABBI-SPOC aan de betrokken Gewestelijk directeur van AABBI de inschrijving op het werkplan te vragen. Vereist is dat het onderzoek kadert in de saisine van de BBI.

### **Modaliteiten:**

De SPOC's van de AABBI en van de SIOD zorgen er voor dat de desbetreffende Sociale Inspectiediensten worden betrokken bij de voorbereidende vergaderingen met de AABBI-informaticacel. De strategie wordt gezamenlijk bepaald en elkeen specificeert duidelijk zijn aandachtspunten. De AABBI-informaticacel voert haar opdracht autonoom uit.

Een kopie van het geheel of van een deel van de verzamelde digitale gegevens wordt aangeleverd op door de Sociale Inspectiediensten ter beschikking gestelde gegevensdragers. Hiervan wordt een proces-verbaal opgesteld, met een omschrijving van de gegevens en met verwijzing naar de processen-verbaal van oorsprong die worden toegevoegd als bijlage.

In de regel worden gegevens aangeleverd in de vorm dat ze geen extra werk voor de informaticacel van de AABBI met zich meebrengt. Selectieve exports van gegevens of het aanleveren van gegevens in een andere vorm, kan enkel in samenspraak met de AABBI-informaticacel.

### **Archivering:**

De Sociale Inspectiediensten staan in voor de archivering van de verkregen gegevens, tenzij anders uitdrukkelijk wordt overeengekomen.



### **Bijlage III: Specifieke uitwisseling van gegevens betreffende grensoverschrijdende tewerkstelling**

In de meeste belastingverdragen is bepaald dat de werkstaat van een werknemer het recht heeft belasting te heffen over het loon dat de werknemer daar verdient. De woonstaat is evenwel nog heffingsbevoegd als de werknemer, binnen een bepaalde periode, niet langer dan **183 dagen** verblijft in de werkstaat.

Daar tegenover staat dat op basis van de Europese Verordening n° 883/2004 de onderwerping van een werknemer aan de sociale zekerheid van het oorsprongsland kan behouden blijven tijdens de duur van de detachering in België en dit gedurende een maximale periode van **24 maanden**.

Om fraudesystemen te achterhalen die bijvoorbeeld misbruik maken van voormelde discrepantie in fiscale en sociale termijnen, en aldus te verzekeren dat de buitenlandse werkkrachten en werkgevers op de correcte manier aan de mogelijke Belgische belasting en sociale zekerheid worden onderworpen, wordt een samenwerking ingesteld tussen de SIOD (namelijk federaal aansturingsbureau) en de AABBI (namelijk dienst I van de Centrale Administratie van de AABBI). De SIOD dient hiervoor nauw samen te werken met de Sociale Inspectiediensten, betrokken in dit akkoord.

Hierbij wordt spontaan achterliggende informatie (typologieën, adressen, profielen, indicatoren, ...) uitgewisseld die de AABBI en de Sociale Inspectiediensten in staat kan stellen om mogelijke fraudesystemen te identificeren en de correcte belasting en sociale zekerheid te innen.

- De SIOD en de Sociale Inspectiediensten betrokken in dit akkoord, zullen informatie die mogelijks wijst op fraude met de belastbaarheid van deze grensoverschrijdende tewerkstelling, doorgeven zodat een onderzoek door de AABBI kan worden ingesteld.

Deze informatie wordt centraal verzameld door de AABBI zodat een nationaal overzicht van de gegevens per buitenlandse werkkracht mogelijk wordt.

- De AABBI houdt rekening met de mogelijke impact op de onderwerping aan de Belgische sociale zekerheid in het onderzoek naar de belastbaarheid van grensoverschrijdende verrichtingen. Belangrijke indicatie hierbij zijn de gegevens rond fictieve maatschappelijke zetels die door de AABBI worden onderzocht in het project 'datamining – extraneïteiten'.

Bij de SIOD wordt deze informatie verzameld zodat een nationaal overzicht mogelijk wordt. De SIOD maakt de ontvangen informatie over aan de bevoegde inspectiedienst als dit kadert in een lopend onderzoek of als deze daarom verzoekt.

Deze informatie wordt hoe dan ook door SIOD systematisch en rechtstreeks doorgezonden aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) zodat deze laatste in het kader van zijn invorderingsbeleid en rekening houdend met elementen uit het risicoprofiel, desgevallend snel de nodige stappen kan zetten om de verjaring te stuiten, zowel op vlak van aangifte als van invordering van de verschuldigde bijdragen. Dit moet ook toelaten om tijdig de nodige juridische procedures te kunnen opstarten en om de aan de RSZ toegewezen opdrachten op performante wijze te kunnen uitvoeren.

Frank Van Massenhove  
Voorzitter van het Directiecomité  
FOD Sociale Zekerheid

Jean-Claude Heirman  
Directeur-generaal  
Sociale Inspectie

Pierre-Paul Maeter  
Voorzitter van het Directiecomité  
FOD Werkgelegenheid, Arbeid en  
Sociaal Overleg

T.O. Michel Aseglio  
Directeur-generaal  
Toezicht op de Sociale Wetten

Koen Snyders  
Administrateur-generaal  
Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

Karel Deridder  
Directeur-generaal  
Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

Mr. Georges Carlens  
Administrateur-generaal  
Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening

Jean-Claude Heirman  
Directeur  
SIOD  
Wouter LANGERAERT  
Directeur  
RVA - ONEM

Hans D'Hondt  
Voorzitter van het Directiecomité  
FOD Financiën

Frank Philipsen  
Administrateur-generaal  
Algemene Administratie van de BBI

Jean-Claude Heirman  
Directeur SIOD